

Pages de journal

Gérard Parizeau

Volume 52, Number 2, 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1104389ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1104389ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Parizeau, G. (1984). Pages de journal. *Assurances*, 52(2), 270–281.
<https://doi.org/10.7202/1104389ar>

Pages de journal

par

Gérard Parizeau

1^{er} janvier 1981

270

En passant devant le portier ce matin, je lui ai offert mes voeux à l'occasion du Jour de l'An. Il m'a souri, m'a tendu la main et m'a dit : « M. Parizeau, je vous souhaite une bonne santé et le paradis à la fin de vos jours ». J'ai aimé cette gentillesse et cette simplicité. Il y a longtemps, en effet, que personne n'avait formulé ce voeu à mon intention. Comme je le lui disais, il a ajouté : « Mais, on en a tout autant besoin qu'autrefois ».



Avec l'auteur de *Moi, Pétrouchka*, Robert Choquette, je causais tout à l'heure de chats, naturellement. Après lui avoir dit que j'avais aimé son livre, vivant, gai et donnant vraiment l'impression de la bête qui juge son maître, je lui ai parlé d'un des chats de Mme McCumber à Nice. Mme McCumber en a cinq, sinon six qui circulent dans sa propriété, l'air majestueux, un peu dédaigneux. Ce sont d'authentiques chats siamois que leur hôtesse garde en liberté. Un jour que je m'aventurais à caresser l'un deux, il me saisit l'index dans sa gueule et serra assez fort. « Les siamois ont des réflexes inattendus, me dit Robert Choquette. Sans vous blesser, il voulait vous dire que cela suffisait. » Et cependant, je lui avais bien doucement caressé la tête et l'arrière des oreilles, mais peut-être avais-je frôlé les moustaches en passant, ce qui lui était désagréable et lui semblait une maladresse de ma part.

Je ne suis pas attiré par les chats, comme mon fils Robert l'était. Petit, il travaillait certains jours avec l'un d'eux autour du cou. À certains moments, il y en avait trois ou quatre dans la maison. Je me rappelle certaine visite au vétérinaire pour mettre l'une des bêtes en pension pendant notre absence. Méfiante, elle s'était échappée de mes bras qui la tenaient mal. Quelle course dans le quartier avait-on dû faire pour la rattraper ! Une autre fois, je me souviens de l'attente

dans l'antichambre du vétérinaire parmi les propriétaires d'animaux divers, qui échangeaient leurs confidences. Et, plus tard, la leçon donnée par le vétérinaire sur l'art de faire avaler un comprimé par la bête. À la maison, les comprimés avaient été tellement bien rangés qu'ils étaient introuvables ; ce qui nécessita une nouvelle visite.

Et le chat qui, quelque temps plus tard, crevait son abcès à la hanche en sautant dans la cuisine, alors que nous avions des invités à dîner, etc. etc. Et tout cela parce que mon fils aimait les chats qui le lui rendaient bien.

Comme on est faible devant ces enfants que l'on chérit !

271



12 janvier

La langue que nous parlons ! Parmi les professeurs de cégeps, il y a Léandre Bergeron. Assez curieux, aimant jouer le rôle de l'éléphant dans la boutique de porcelaine, il écrit beaucoup. Il s'est d'abord attaqué à l'histoire de la province de Québec en démolissant quelques tabous ou en présentant à sa manière les faits et les hommes que nous avons appris à respecter.

Il vient de publier un *Dictionnaire de la langue québécoise*, dont il est venu défendre l'existence devant Madame ***, agressive à souhait, et M. ** de Québec, plaidant pour la pureté de la langue et, ma foi, donnant l'impression d'un esprit constructif. Il a reproché à l'auteur de parler d'un *Dictionnaire de la langue québécoise*, alors qu'il s'agit tout au plus d'un lexique de la langue populaire.

Le parler qu'analyse M. Léandre Bergeron existe. Il est compris du peuple et il est d'usage courant ; mais, pas plus que l'argot à Paris, le *slang* de New-York et le *cockney* de Londres ne sont le bon usage, il n'est la langue du Québec. Celle-ci est un idiome qui a essentiellement le français international, au point de départ, complété, il est vrai, par un certain nombre d'expressions tirées du fonds local. Que l'on demande la reconnaissance de certains termes comme poudrière, rapailler, magasiner, etc., cela est tout à fait normal, comme aussi que les dictionnaires les acceptent. Mais de là à vouloir faire du langage populaire de Montréal ou de Québec la langue du Québec, notre langue avec ses anglicismes, ses gallicismes ou certains de ces termes qu'emploient nos gens couramment, il y a une liberté qu'un

homme cultivé ne devrait pas se permettre. Je reconnais à M. Bergeron le droit de colliger un lexique de la langue populaire, j'admets aussi l'existence d'une littérature populiste, mais je n'admets pas qu'il y ait une langue du Québec, indépendante de celle de France. C'est le cas de ceux qui, comme M. Bergeron lui-même, s'expriment dans un français que comprendrait n'importe quel francophone.



272 Depuis quelques jours, le temps se maintient au beau et la température est froide, à 35°F sous zéro, avec un vent d'ouest qui traverse les vêtements. Inutile de dire que je n'ai guère bougé de l'appartement. J'en ai profité pour avancer la préparation du numéro d'avril de la Revue. On ne se doute pas de ce que peut exiger de démarches et de réflexion la mise au point des études qui nous sont soumises.



Ces malades qui nous mènent. . ., est le titre d'un livre consacré à certains chefs d'État. Déjà, j'en ai cité des exemples. En voici un autre : la note prise par Mackenzie King, premier ministre du Canada, après un rendez-vous avec Hitler en 1937. «*He is particularly strong on beauty, loves flowers and will spend more of the money of the State on gardens and flowers than most other things. . . As I talked with him, I could not but think of Joan of Arc. He is distinctly a mystic.* » Hitler, un mystique. . . Tout, mais pas ça.

On est étonné d'un pareil jugement, exprimé par un homme qui a mené nos affaires si longtemps et avec une habileté frisant parfois le machiavélisme.



14 janvier

Nous avons un hiver extrêmement froid, aggravé par le vent d'ouest. En fin de semaine, les autos de certains de nos amis au Club Winchester, se trouvaient derrière le Club House ou sous des abris. Elles ont dû être traînées au garage pour les dépanner. La mécanique étant prise comme dans un bloc de glace. 35°F sous zéro n'a jamais été bien sain quand le froid s'accompagne d'un fort vent.

Et cela dure depuis une quinzaine de jours, avec bien peu de répit. Aussi la grippe, dite de Bangkok, pénètre-t-elle dans la plupart des familles. Elle ne cause guère de fièvre, mais elle est dure et après quelques jours, elle laisse affaiblis ceux qu'elle a atteints.



En voyage officiel au Brésil, notre Premier Ministre a parlé à nouveau des difficultés qu'il a avec les provinces. Je n'aime pas qu'on saisisse l'étranger de nos problèmes, pas plus que je n'avais prisé les remarques du ministre des Finances quand, aux États-Unis l'année dernière, il avait dit que si la province de Québec continuait dans la voie qu'elle avait adoptée, elle se préparait à être un autre Nouveau-Brunswick. Ni la province de Québec, ni celle du Nouveau-Brunswick n'ont prisé la comparaison. Il faudrait comprendre que, suivant la sagesse populaire, *le linge sale se lave en famille*.

273

15 janvier

Le Devoir titre ce matin : « Chrétien supplie l'Ontario d'accepter le bilinguisme ». On aura tout vu, tout entendu dans cette campagne pour un nouveau régime constitutionnel. Que l'Ontario s'oppose au bilinguisme dans un pays officiellement bilingue, c'est tout simplement aberrant, même si le Pacte de 1867 le lui permet. *Such is politics*, dira-t-on, mais quel illogisme ! Une fois de plus, je me sens gêné, sinon horrifié, par ses règles.



M. Trudeau quitte le Canada pour l'Europe et l'Afrique. Il veut faire redémarrer un grand projet – les relations diplomatiques et économiques que l'on qualifie de Nord-Sud. Il a pris des rendez-vous officiels un peu partout avec les chefs d'État ; mais auparavant, il va faire du ski en Autriche. La tempête le bloque quelques jours. Autrefois, on chantait avec Yvain : « Si j'avais su, évidemment j'aurais agi tout autrement. Il faut compter avec la malchance qui peut causer des accidents ». M. Trudeau l'a constaté derrière la barrière de neige, soixante ans plus tard.



Germaine a la grippe. Elle se remet petit à petit. J'en suis heureux ; il est rare qu'elle soit terrassée bien longtemps par la maladie. Or, nous partons le premier février pour Nice.



274

Coïncidence ! Paraissent en même temps à Montréal le *Dictionnaire de la langue québécoise* et, à Paris, un dictionnaire du français non conventionnel, oeuvre de deux lexicologues français connus : l'un, Alain Rey, est le directeur rédactionnaire du *Petit Robert*, et l'autre, Jacques Callard, est chroniqueur linguistique au *Monde*. Tous deux apportent et définissent des mots que ne reconnaît pas l'Académie Française, même si ses membres les emploient couramment, sinon dans leurs livres, du moins dans la conversation. Ainsi, *cul*, *merde*, *con*, *conard* sont quatre exemples, ma foi, fort répandus. Et pourquoi ne les accepterions-nous pas, se demande le collaborateur du *Point*, qui analyse le dictionnaire ? Après tout, Maurice Genevoix n'a-t-il pas écrit dans un de ses livres : « Nous avons été baisés », et Jean d'Ormesson : « L'assassin l'aura dans le cul » ?

Voilà qui fera plaisir à Léandre Bergeron, tout en ne le justifiant pas de prétendre qu'il y a dans son ouvrage, paru récemment, des mots d'usage courant, qui constituent la langue des Canadiens-français. Même si on emploie *quétaine*, *aubedon*, *Christ* ou *tabernacle* dans un sens qui n'a rien de religieux, il s'agit de la langue populaire. Par ailleurs, si Léandre Bergeron classe *jardin* sous la lettre *H* parce qu'on prononcerait *hardin* en Beauce, je n'admets pas qu'on veuille en faire ma langue, ma manière de parler et celle des Canadiens instruits.

17 janvier

Manhattan, pendant la dernière guerre, était le nom du projet de la bombe atomique, que Roosevelt avait autorisé et auquel travaillaient de nombreuses équipes de physiciens, tant en Angleterre qu'aux États-Unis et au Canada. Jean-Jacques Servan-Schreiber en parle longuement dans son *Défi mondial* : livre intéressant où il mentionne entre autres choses les erreurs, les abus et, parfois, le machiavélisme de Roosevelt. C'est le cas, par exemple, de l'entrée en guerre des États-Unis qui, d'après son président, exigeait un événement spectaculaire. Celui-ci se produisit quand les États-Unis furent attaqués à Hawaï par les Japonais. Roosevelt en était averti, paraît-il,

mais il croyait qu'il fallait quelque chose d'aussi terrible pour convaincre ses compatriotes.

Il y a là une responsabilité morale qui, paraît-il, correspond vraiment aux faits, mais qu'il est difficile d'admettre.

Je me rappelle la présence, à l'Université de Montréal, de certains physiciens parmi les plus prestigieux, pendant la guerre. Ils étaient logés dans les ailes de droite de l'Université et ils travaillaient dans le plus grand secret. Un jour, le feu se déclara dans certaines des pièces qu'ils occupaient. Pour déterminer les dommages, ce fut tout une affaire. Il fallait pénétrer dans les locaux, mais personne ne voulait nous y donner accès jusqu'au moment où les autorités de l'Université intervinrent. Et alors ceux qui pénétrèrent sur les lieux (dont j'étais) étaient suivis de très près par des agents de la Gendarmerie Royale, en grand uniforme et permettant qu'on ne nous donne que l'essentiel pour régler le sinistre. Tout était *top secret*, comme le sera plus tard la construction de la triple ligne de radar destinée à protéger le Canada et les États-Unis à partir du moment où d'associés, les Russes étaient devenus des agresseurs possibles contre lesquels il faudrait se défendre.

Depuis, les lignes de défense sont devenues périmées, mais à l'époque, on leur donnait une importance primordiale qui s'est estompée avec les années.

Il y a plusieurs années, je me rappelle qu'au moment où on les mettait en place, je suis arrivé un soir à la maison en disant aux enfants : « Je vais vous donner une nouvelle qui me paraît extrêmement intéressante parce qu'elle indique l'effort énorme de protection que tentent les États-Unis vis-à-vis les Russes. À Morin Heights, on construit actuellement un poste d'alarme complexe et intéressant. Il ne faut pas en parler cependant parce que tout cela est censé être secret ». Mes fils ont ri, car ils avaient vu la nouvelle dans les journaux quelques jours auparavant. Comme quoi, *top secret*, au fond, ne veut rien dire si on ne garde pas la nouvelle vraiment secrète. Je me rappelle comme j'avais été vexé de voir que ces garçons de quatorze ou de quinze ans étaient beaucoup plus au courant que moi des événements courants. Très souvent, nos conversations d'après dîner me

révélaient que je n'étais pas du tout à la page, tandis que mes fils, comme ma femme, suivaient l'actualité de beaucoup plus près.



276

Au cours de ce repas du soir, nos fils abordaient n'importe quelle question, pourvu que ce fût poliment et qu'on ne se contentât pas d'un oui ou d'un non. Je pense que nous leur avons rendu service en procédant de cette manière puisque nous les avons habitués à discuter autrement que sur des choses vagues. Certains soirs, cependant, comme tout cela était fastidieux quand j'arrivais du bureau très fatigué. Il fallait non seulement les laisser exprimer leurs idées, mais ne pas leur dire, à certains moments, qu'elles étaient farfelues.



J'ai déjà parlé de l'éditeur Stanké ici. Il me frappe par son audace. Il a des idées intéressantes pour le lancement de ses livres. Récemment, il annonçait un nouveau bouquin, consacré au maire de Montréal, Jean Drapeau, et écrit par deux Anglo-Canadiens dont on avait traduit le texte. Dans l'annonce du lancement, non seulement on parlait du nouvel ouvrage et on en faisait l'éloge, mais on ajoutait : « Le froid vous empêche de sortir ? Appelez-nous : nous irons vous porter le livre chez vous, sans frais à Montréal ». D'autres le font, mais n'en parlent guère. Lui l'annonce. Comme on disait à la télévision française il y a un an ou deux : « Nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des idées ». C'est le cas de Stanké.

20 janvier

Lu quelque part à propos d'une opinion assez dure exprimée par un catholique devant un de ses amis : cela est peut-être catholique, mais non chrétien. Pour lui, il y avait une différence, alors qu'en fait, il ne doit pas y en avoir : un jugement dur n'a rien de catholique ou de chrétien, mais il peut être simplement méchant. Ce que le Christ a voulu, c'est qu'on pratique la bonté envers autrui. Or, le catholicisme abonde en traits de ce genre, qui sont au départ de la doctrine prêchée par Lui.



Voici un souvenir d'hôpital qui se rattache à l'idée foncière de bonté. À un moment donné, une femme s'assied à côté de moi, me

prend la main et calmement me dit : « Ne vous énervez pas, cela ne durera pas ». Plus tard à l'hôpital, un médecin s'assoit au bord de mon lit, m'explique ce que j'ai eu, ce qu'on va faire et ce qui ne diminuera pas ma capacité intellectuelle. Les deux sont humains. Or, l'être, ce n'est pas agir dans un esprit chrétien ou catholique, mais dans la manière que le Christ a voulu.



Je reviens sur la question des otages américains détenus par les Iraniens. L'Iran relâche cinquante-deux prisonniers en assez mauvais état, paraît-il. Les États-Unis ont payé et libéré les avoirs iraniens saisis à Londres et aux États-Unis. Il n'y a rien de très glorieux jusque-là. Les Iraniens ont accompli un acte de banditisme international. Ils ont tenu tant qu'ils ont pu, sachant que les États-Unis ne risqueraient pas la guerre à cause des risques. Puis, pris à la gorge par leur guerre contre les Iraquiens, ils ont cédé devant les Américains en échange des fonds dont ils avaient un grand besoin. Le pétrole va continuer à couler vers le reste du monde, les armes achetées par eux et retenues aux États-Unis leur seront livrées jusqu'au jour où les Américains auront leur revanche.

277

Après tout, la politique de Carter n'a pas été aussi mauvaise qu'on le prétendait. Il a empêché la guerre malgré son expédition ratée ; les otages sont rentrés au pays le lendemain de son remplacement par le nouveau président. L'Ayatollah a gagné cette fois, mais les Américains ne l'oublieront pas.

Pour l'Ouest, cela paraît très mauvais. D'un autre côté, la guerre n'a pas eu lieu, même si les Américains sortent de là diminués, tout en gardant leur énorme force de production. Après *Watergate*, c'est un autre coup dur porté à leur réputation internationale.



25 janvier

Cet après-midi, je suis allé entendre une jeune chanteuse accompagnée par un claveciniste excellent, dans cette vieille église où le *Canadian Forum* tenait ses réunions autrefois, alors qu'il siégeait rue Dorchester. On a démoli l'immeuble depuis, mais on l'a remonté pierre par pierre à Saint-Laurent en en faisant la chapelle du collège. Depuis, elle est devenue musée et salle de concert.

C'est au *Canadian Forum* qu'un jour, Germaine et moi avons entendu André Malraux faire l'éloge du communisme qui, en Espagne, faisait face à Franco et à ses troupes. Comme c'est déjà loin tout cela ! Pour assister aux derniers jours de la république en Espagne, il faut lire *Un testament espagnol* de Koestler. Il y note, jour après jour, ce qu'il a vu dans le cadre bien restreint de sa cellule, il est vrai.



278 Notre ami, le juge Deslauriers, rendra à la fin de mai, paraît-il, son jugement dans l'affaire Corridar. À l'occasion de l'Expo de 1967, un groupe d'artistes avait offert de décorer une partie de la rue Sherbrooke avec des oeuvres d'art. Tout était en place, les artistes avaient touché leur cachet quand le maire, grand maître de l'exposition et directeur de sa ville, s'avisa de ce qu'on venait de mettre dans sa rue. Quelle horreur, clama-t-il ! Sans hésiter, il fit tout enlever, sans tambour ni trompette, à sa manière ordinaire, en pleine nuit.

Le lendemain, comme il fallait s'y attendre, les protestations des intéressés furent véhémentes. Il y eut même des menaces de poursuites contre la ville, qui prirent corps plus tard quand les artistes se furent entendus. Il ne m'appartient pas ici d'exprimer une opinion, à cause du caractère *sub judice* de la cause ; mais je puis, je pense, me poser quelques questions :

1. Qu'est-ce que l'art et qu'est l'oeuvre de l'artiste ? Un amas de planches disposées d'une certaine manière, des tubes métalliques épousant une forme bizarre doivent-ils être considérés comme une oeuvre d'art dès qu'on les groupe dans un ordre quelconque ?
2. Un maire a-t-il le droit d'aimer ou de ne pas aimer ces oeuvres d'art qui le sont ou ne le sont pas, suivant leur auteur ou celui qui les juge ?
3. Après avoir consenti qu'on décore la rue Sherbrooke, le maire peut-il dans un geste impératif commander : « Enlevez-moi tout cela qui dépare plus qu'il n'embellit une des plus belles rues de ma ville » ? D'autres auraient négocié et seraient probablement parvenus à faire disparaître les plus laides des oeuvres ou tout au moins les plus étonnantes, celles qui ne cadraient pas avec l'exposition qu'il avait en vue. Englobant tout dans son ire, le maire n'a voulu rien entendre. Il appartient maintenant au juge de préciser le sens de quelques mots, la portée de certaines ententes et le droit pour

l'acheteur de payer et de faire ce qu'il désire avec les objets en allant jusqu'à les faire détruire, s'il le juge à-propos.

Je crois que le point principal à déterminer, c'est dans quelle mesure le geste du maire a pu nuire aux exposants et quel préjudice on leur a causé. Il sera intéressant de voir comment le juge s'exprimera.



J'ai rencontré, l'autre jour, mon collègue Falardeau de la Société royale du Canada. Nous avons causé de littérature et de *joual*. Je n'écris plus, m'a-t-il confié, depuis le succès de cette horreur. Mais, lui ai-je dit, il me semble que sa vogue diminue et, après tout, ne faut-il pas écrire non pour le public, mais pour soi ? Renoncer, c'est céder tout simplement devant les autres et devant ce qui nous déplaît foncièrement.

279



Un lecteur du *Devoir* s'est amusé à écrire à l'auteur du *Dictionnaire de la langue québécoise*, Léandre Bergeron, pour lui montrer ce que le *joual* généralisé pourrait donner. Voici un extrait de sa lettre :

« À Charbrooke t'ava des tchum qui t'ont invité au département de fança, pis y ont dû arranger ça pour que l'Univarsité te paye. Pi t'a passé à T.V. le soir. Pi là, ben a librairie y t'ont fait vendre note livre. Mais calisse. . . comment cé que tu vas faire ailleurs ? Ca se peut-tu que ta gang soye déjà assez ben organisée partout dans le Québec ? Nus-ôtes le peup'e, on est ben pra à te donner nos mots, pi toé tu peux en fère à toé, pis é faire passer su not dos : ça, ça nous fa rien. Mais é-tu sérieux quand tu dis que not dictionnaire est « révolutionnaire » ? C'est dangereux en calisse ça. On était une petite gang icitte, à Charbrooke pis on conaissa pas ça c'te mot-là. On a été ouère dans not dictionnaire pis on l'a pas trouvé là. Yen n'a un qui a dit : c'tun mot frança ça, y faudra regârdar dans Robert. Mais on'n na pas de Robert icitte, y coûte 40 piasses lui ! On a retourné ouère dans ton livre (c'tun professeur d'Univarsité qui nous l'a prêté, y a dit qui l'ava acheté pour rien, y a sava not langue, y va pi'être nous le donner qu'y a dit) sfa'que là en regârdant mieux on a trouvé « Révolution de bile, n.f. – Trouble gastrique accompagné de vomissements. » Ti-Nom, ct'in gars de not gang, un vra gars du peup'e lui'si, mais y vient de Nicolet, pis le monde parla en tarmes par là, y

avat assez d'écoles, pis de collèges, pis de couvents, dans l'ancien temps. »

L'auteur de la lettre, Normand Beauchemin, a dû beaucoup s'amuser en écrivant ce texte. Tout en exagérant, il souligne l'horreur de ce dialecte que prône Léandre Bergeron, à l'affût de tout ce qui peut exaspérer ceux qui ont le respect de leur langue.



280

En ce moment, on rappelle à la télévision le divorce de Mme Wallie Simpson, la démission d'Édouard VIII d'Angleterre et le mariage à l'extérieur de l'Angleterre. Quand ces événements se sont produits, j'étais au lit, avec un phlegmon très grave dans la main droite. Je me rappelle avoir suivi la marche des événements avec l'aide d'un petit appareil de radio installé à côté de mon lit. D'heure en heure, on nous parlait de la décision du roi, qui se précisait devant l'insistance du premier ministre Baldwin et l'obstination de l'archevêque de Westminster. Primat de l'Église anglicane, celui-ci ne pouvait consentir au mariage du roi, chef de l'Église, avec une divorcée alors que la religion anglicane ne reconnaissait pas le divorce. D'heure en heure, on voyait monter la fièvre de l'opinion publique, très attachée à ce jeune homme à qui on refusait la femme qu'il aimait. Et puis, la démission du roi et son départ d'Angleterre avec le titre de duc de Windsor. Et enfin, son remplacement par son frère affligé d'un terrible bégaiement. Le principe et la monarchie étaient saufs. Baldwin s'en félicitait, tandis que Churchill se désolait de n'avoir pu garder Édouard VIII sur le trône. Au fond, celui-ci n'aimait pas son métier de roi. Mme Simpson aurait pu le lui rendre acceptable, mais on lui refusait de l'épouser. . . Moment romanesque, mais pénible pour l'Angleterre, encore très attachée à son roi. Je me rappelle comme la reine-mère paraissait affligée.

30 janvier

Vu Olivier Todd à la télévision. Il parlait du président Giscard d'Estaing avec une grande liberté. Ce n'est pas d'Estaing qu'il nous présentait, sous la houlette de Mme Bombardier, mais Giscard, comme il l'appelait. Qui est-il exactement, se demandait l'interviewé ? Nous ne le savons pas, disait-il. C'est un être changeant, intelligent, vif, isolé comme tous ceux qui dirigent seuls un pays.

L'Angleterre, avait-il dit un peu plus tôt, est une monarchie qui agit comme une république, tandis qu'en France, on a une république dont le chef se conduit comme un monarque absolu. Si la définition est amusante, si elle semble paradoxale, elle correspond assez bien à la réalité, je crois.



Ce grenouilleur, aurait dit notre premier ministre, en parlant du président du comité des affaires extérieures de la Chambre des Communes anglaise, appelé à se prononcer sur la demande que l'on fera bientôt à Londres au sujet de la Constitution canadienne. Inspiré de De Gaulle, le mot n'est pas adroit, même s'il exprime bien la colère de celui à qui on laisse entendre qu'il n'aura pas ce qu'il veut avec une obstination et une logique certaines, même si elle déplaît à beaucoup de monde. C'est-à-dire le droit de faire venir la Constitution au Canada et de la modifier, malgré les objections des provinces.

281

L'Angleterre est dans son rôle de gardienne de la Constitution. Si elle refuse officiellement de remettre celle-ci au Canada, les Chambres ne seront-elles pas tentées de passer outre et de voter leurs propres lois, menant à un statut politique nouveau, ne tenant compte de personne d'autre que du Canada, le seul, l'unique intéressé ? Une fois de plus, l'empire aura mis la Grande-Bretagne dans une situation délicate avec ses anciennes colonies, à qui la participation à deux guerres effroyables, l'organisation de leur propre vie politique et leur puissance auront donné un statut politique bien différent du régime colonial depuis longtemps disparu. Il y a belle lurette que le cordon ombilical de 1867 aurait dû être coupé. Et dire qu'après un siècle, on se demande encore comment l'opération peut se faire, tout en laissant la mère et la fille en bonne intelligence.